Les représentants du Conseil d'administration du lycée Charles de Gaulle de Longperrier (77) tiennent à dénoncer le désengagement du Conseil départemental de Seine-et-Marne qui, unilatéralement, a décidé de ne plus financer les 8 CIO dont il avait la charge jusqu'ici. Cette décision conduira ainsi à leur suppression pure et simple. Ce choix est incompréhensible dans un grand département comme le nôtre, où les CIO jouent un rôle irremplaçable au plus près des besoins d'information et d'orientation des familles et des élèves. Ces réseaux, implantés dans les districts scolaires, sont des lieux d'échanges et de partenariats avec les organismes de l'insertion, de l'emploi, des Services Sociaux.

Où seront accueillis les EANA (Elèves Allophones Nouvellement Arrivés) ? Où seront accueillis les jeunes seine-et-marnais, dont le trop faible taux de poursuite d'études supérieures est le plus préoccupant d'Ile de France ? Qui contribuera à l'accueil des élèves décrocheurs, étant entendu que les GPDS (Groupes de Prévention du Décrochage Scolaire) des EPLE du second degré doivent continuer d'être une aide complémentaire, et non une alternative, aux CIO ? Car si efficaces que soient les GPDS : ils ne pourront, à eux seuls, prendre en charge cette difficile question du projet de l'élève et de son orientation choisie. Ils sont donc indissociables d'un travail en partenariat avec des CIO maintenus.

Nous appelons les élus départementaux à reconsidérer cette décision, qui aura un impact négatif pour tous les niveaux d'étude des élèves jusqu'au baccalauréat et au-delà, pour les conditions de travail des personnels, et pour les parents d'élèves du 77.

Nous demandons en outre que le CIO de Dammartin en Goële, qui n'offre plus qu'une permanence le mercredi après-midi sur réservation préalable auprès du CIO de Chelles, recouvre toute sa place de CIO ouvert à plein temps dans notre secteur, avec le rétablissement des moyens afférents supprimés il y a quelques années (postes de conseillers d'orientation rétablis, budget pour les supports matériels liés à la consultation, l'information et l'orientation..)

Nous appelons également l'Etat à prendre toute sa place dans le maintien du Service Public d'Orientation dans notre département.